MIDI-PYRÉNÉES
HAUTE-GARONNE

Toulouse Nord PDC

SITE DE DEPOT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Sud Solidaires éducation

52, rue Jacques Babinet
31100 TOULOUSE

sudeduc31@sudeducation.org

05 62 14 66 74

www.sudeduc31.org

n°145, 0,76€
Trimestriel

Le Journal

Janvier – Février – Mars

Edito :
Au milieu du chaos, on est là !

Sortir notre petit canard trimestriel en pleine crise politique, au milieu d'un mouvement social inédit, dans un contexte répressif féroce ? C'est un défi que nous relevons ! On est là !

Pendant plusieurs semaines, partager son temps entre journées de grève, AG de grévistes, manifs, actions... ? On est là !

Faire grève contre une réforme largement rejetée par le peuple qui veut vivre plutôt que travailler plus longtemps pour engraisser le capital ? On est là !

Manifester le matin, puis l'après-midi et parfois aussi le soir pour sentir qu'on est nombreuses et nombreux et qu'on se tient chaud face au pouvoir et sa force de l'ordre ? On est là !

Participer aux AG de grévistes pour discuter et décider collectivement de la lutte et de son auto-organisation : commission inter-pro, caisse de grève, actions, fêtes solidaires et soupes populaires...? On est là !

- Page 2 : suite de l'édito

- Page 2 : nous ne battons pas en retraite !

- Page 6 : nos luttes sont classes quand elles se croisent !

- Page 8 : pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans nos quartiers

- Page 9 : séisme en Turquie : syndicats en première ligne

- Page 12 : bulletin d'adhésion

Solidaires Unitaire Démocratique CPPAP 0621S07934
Directeur de publication : Guillaume Ceugniez déposé le 31/03/2023

Suite de l'édito

Être solidaires des militant.es et camarades en action arrêté.es par la police ? Rassemblement devant le comico ? Mégaphone en bandoulière et drapeaux au vent, on est là !

Et aussi...

Garder le cap de l'anti-racisme et de l'anti-fascisme partout et tout le temps, réfléchir à des questions de fond sur la lutte des classes et l'intersectionnalité, porter dans nos luttes l'importance de la solidarité internationale, continuer de construire et renforcer le collectif sans lequel on ne pourrait pas "mordre et tenir" pour avancer… On est là !

Et faire la fête aussi un peu, parce que nos luttes sont classes et joyeuses ! Bref, on ne s'ennuie pas et on n'est pas fatigué.es.

On est encore et toujours là…

Nous ne battons pas en retraite !

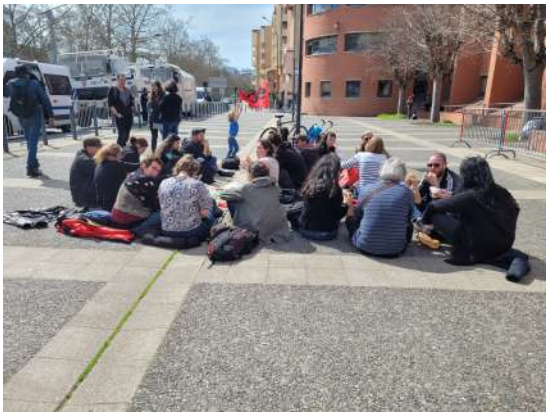
Initialement, il était prévu qu'on fasse un article commentant la grande bataille qui est en train de se mener contre la réforme des retraites de Borne/Macron. Mais, entre les levers très matinaux pour rejoindre tel ou tel point de blocage, les différentes AG de lutte (dans les établissements ou secteurs, en AG centrale, en AG interpro...), les manifestations, les rendez-vous au comico pour exiger la libération des camarades subissant la répression policière, les soirées de soutien (car, oui, il faut bien que cette lutte soit aussi joyeuse et festive !), on a du mal à trouver un petit moment pour écrire un article. De plus, l'arrogance du gouvernement est tenace ; du coup, la lutte n'est pas terminée ! Il serait un peu prématuré de se risquer à un article commentant une actualité qui n'est toujours pas finie. Promis, nous reviendrons dans le journal de juin, lorsque nous aurons gagné, avec un article plus détaillé et analytique sur la bataille qui est en cours. Pour le moment, nous nous contentons d'un petit reportage photo !

LES MANIFS

Y'en a des compactes, y'en a des déters, y'en a des pluvieuses, y'en a des gazeuses, y'en a des joyeuses, y'en a des nombreuses, y'en a et y'en aura encore ! Jusqu'au bout !

COMICO

Mais parfois, les manifs se heurtent à la dure répression policière ; du coup, hop, direction le comico avec drapeaux et pancartes pour exiger la libération des camarades !



SOUPE POP'

Ca remplit les caisses de grève, les estomacs et les journées des grévistes ! En tout cas, c'est convivial !

LES ACTIONS

Ah ça ! Y'en a eu ! Blocage de Tisséo, des trains, du météopôle, du périph', des ronds-point, coupure de courant, redécoration des locaux des député.es... On ne s'ennuie pas !

LA FÊTE

Et parce-qu'il y a bien besoin de s'amuser, de se retrouver autour d'un verre ! La musique et la fête ont accompagné toutes les révolutions, en attendant les grandes festivités de la victoire finale, égayons-nous ! Que la lutte soit joyeuse !

Nos luttes sont classes quand elles se croisent !

En pleine mobilisation contre la réforme des retraites, nous tentons d'aborder ici une question complexe qui taraude, et trop souvent divise, bien des milieux militants, qu'ils soient syndicaux, féministes, anti-racistes, anti-capitalistes : lutte des classes et/ou luttes « intersectionnelles » ?

NOS ENNEMIS

Ce n'est pas un scoop : nous vivons dans un système capitaliste qui se nourrit de l'exploitation des travailleuses et des travailleurs. Les classes populaires qui souffrent de la liquidation des services publiques, des retraites, de la sécurité sociale, de la précarisation généralisée du monde du travail ne bénéficieront jamais de l'enrichissement des privilégiés du CAC40 par un hypothétique « ruissellement économique ».

Mais le capitalisme n'est pas le seul système de domination, même s'il a très bien su intégrer différentes oppressions savamment mises en place au cours de l'histoire. Colonialisme, racisme, système patriarcal, exclusion sociale, discriminations de sexe, de genre, d'origines, de religion… la liste est longue de ce qui nous écrase. Ces oppressions perdurent, malgré le travail d'analyse, de dénonciations et de luttes quotidiennes mené par d'infatigables militant.es qui les dénoncent et les combattent sans relâche, d'un siècle à l'autre et par-delà les frontières. Elles nous affaiblissent, et surtout elles nous divisent. À tel point que, parfois, on se trompe d'ennemi.es…

Dernière touche à ce tableau : la répression. Pour maintenir sa domination, ce même système s'est doté d'outils répressifs puissants auxquels nous sommes confrontés en ce moment même, en pleine contestation contre la réforme des retraites et son passage en force par l'utilisation du 49,3 : police, gendarmes mobiles, brav, bac, armée… les rues sont quadrillées par les forces de l'ordre et leurs armes sont de plus en plus sophistiquées : LBD, gaz lacrymos, canons à eau, arrestations arbitraires, condamnations de militant.es, intimidations… La peur est aussi notre ennemie et ceux d'en face le savent. Les médias dominants sont aussi là pour la répandre et l'amplifier.

CONTRE LE PEUPLE LA VIOLENCE D'ÉTAT

Répression et interpellations en masse tentent de museler celles et ceux qui manifestent et sont en lutte. Après la mobilisation sociale contre la loi Travail, les gilets jaunes ont subi une violence inédite d'un pouvoir qui n'a pas hésité à mutiler « le peuple des ronds-points ». Un slogan revient souvent dans les manifs depuis cette mobilisation qui a surpris par son ampleur, sa durée, ses formes d'organisations et les messages affichés au dos des gilets : « la police fait son travail : ça crève les yeux ! ».

Certaines analyses politiques et militantes ont rappelé alors que les banlieues populaires, depuis des décennies, avaient été le premier terrain d'expérimentation en France de ce maintien de l'ordre : présence policière permanente, contrôles au faciès, insultes et faits de violence gratuite au cours de ces contrôles, images médiatiques caricaturales du jeune garçon arabe porteur de capuche, évidemment délinquant, et des filles voilées, forcément victimes… Les quartiers « périphériques » ont concentré pendant des années, et concentrent encore, toutes les oppressions et les discriminations du système de domination capitaliste que nous combattons : exploitation de classe, racisme, exclusion sociale, stigmatisation des filles, contrôle social, répression permanente...

Ces quartiers, bâtis parfois à la hâte sur d'anciens bidonvilles comme celui de Nanterre, ont été peuplées majoritairement par des familles issues de l'immigration. Immigration largement originaire des pays colonisés par la France : Maghreb et Afrique sub-saharienne. Comment s'étonner alors que l'État français ait fait perdurer dans les banlieues le système de maintien de l'ordre mis en place pendant la colonisation, notamment pendant la guerre de libération nationale en Algérie ?

DES LUTTES QUI SE CROISENT ET SE REJOIGNENT

Anti-capitalistes, anti-racistes, anti-coloniales, anti-patriarcales, anti-fascistes... les luttes contre toutes formes d'exploitation, d'oppression et de domination ne s'additionnent pas, encore moins qu'elles ne s'opposent. Elles se nourrissent mutuellement, se complètent, se rejoignent. Leur convergence permet de mieux comprendre les situations et d'organiser la riposte la plus collective possible pour faire vivre nos utopies.

SUD Education est un syndicat de transformation sociale. Nous ne hiérarchisons pas les luttes que nous menons qui, toutes, servent à faire évoluer la société. De fait, nos engagements militants se basent sur une lutte des classes intersectionnelle.

QUELQUES EXEMPLES :

Notre profession est fortement féminisée avec de fortes tensions autour de la faiblesse des salaires. Nous constatons au quotidien que notre hiérarchie se comporte comme tout patron en exploitant des personnels de plus en plus précarisés, soumis au stress et à des pressions croissantes qui poussent certain.es au burn-out, à la démission, parfois même au suicide. On n'oublie pas Christine Renon. **Nous sommes un syndicat anti-hiérarchique et portons le projet d'une école démocratique et auto-gestionnaire.**

L'institution peut être vectrice de discriminations en fonction de l'origine sociale des élèves : le parcours d'orientation est une vaste machine qui évalue, trie les élèves et excluent très tôt les enfants de prolos des filières générales tout en dévalorisant les filières professionnelles. **Nous sommes un syndicat anti-capitaliste. Nous dénonçons la sélection et le tri social et portons le projet d'une école populaire.**

L'école peut être à l'origine de situations de racisme ou de sexisme. Elle est aussi là pour asseoir des idéologies. Formations obligatoires sur la laïcité organisées dans les bahuts, circulaire sur les tenues « non laïques »… Les élèves deviennent suspect.es de fait, surtout s'iels sont racisées. La tenue des filles revient beaucoup dans les discussions, créant des clivages entre collègues. Celles qui portent le voile sont stigmatisées ; les élèves demi-pensionnaires qui font le ramadan sont parfois exclu.es des collèges sur le temps de la pause méridienne.

La construction des projets d'orientation reste très genrée. Par exemple, dans la plupart des formations scientifiques les femmes sont minoritaires.
L'école cultive la mise en compétition dès le plus jeune âge, entre élèves, entre parents, entre établissements, entre personnels… **Nous sommes un syndicat anti-raciste, anti-sexiste et anti-fasciste. Nous portons le projet d'une école égalitaire et émancipatrice.**

NOS LUTTES SONT CLASSES QUAND ELLES SE CROISENT !

Pas de quartier pour les fachos
Pas de fachos dans nos quartiers

Dans nos luttes contre la violence du néolibéralisme du gouvernement, nous ne devons pas oublier un autre ennemi : l'extrême-droite. Même si les médias tendent à sur-représenter les fachos et à leur donner plus d'importance qu'iels n'en ont, il est incontestable que l'extrême-droite se manifeste de plus en plus souvent et de manière de plus en plus désinhibée.

Nos deux ennemis que sont le capitalisme et l'extrême droite veulent faire croire qu'ils ne sont pas alliés mais en réalité ils s'auto-alimentent. Macron a besoin d'agiter l'épouvantail de la dernière pour se faire élire et les fachos capitalisent sur la colère contre le gouvernement pour s'étendre. Il n'y a qu'à voir la considérable avancée de l'extrême droite aux élections et à la multiplication des violences de rue des fachos sous la présidence de Macron, ce chantre du néolibéralisme.

A Callac, plusieurs militants d'extrême droite dont Gilbert Collard de Reconquête se sont réunis en novembre 2022 pour protester contre l'ouverture d'un camp de migrant.es. Heureusement, l'antifascisme breton leur a opposé une contre-manifestation énergique. Le maire de la commune avait notamment reçu des menaces de mort de la part de l'extrême droite.

Plus près de chez nous, dans le Tarn, l'extrême-droite se fait remarquer et sévit :
Solidaires 81 s'est rendu compte que le représentant de la CFE-CGC qui tient la banderole de tête dans les manifs est proche de Reconquête : il s'affiche sur son facebook avec la candidate de Reconquête aux législatives. Toujours à propos des manifs : sur les réseaux sociaux ont tourné des photos d'une stèle proche du monument au mort d'Albi où des autocollants Solidaires avaient été collés. Les photos sont relayées par l'UNI qui hurle à la dégradation, une plainte contre Solidaires 81 est posée par la délégation tarnaise du souvenir français. GZ participe à une campagne de calomnies envers Solidaires notamment en ressortant leurs vieilles affiches soit-disant signée par ARTE, Solidaires et Action Antifasciste qui appelle à la destruction du catholicisme (on ne peut pas leur enlever qu'iels ont de l'imagination...). Enfin, le 17 février, un étudiant de la CGT SELA s'est fait agressé par des membres de Patria Albigès (c'était la cinquième agression depuis le mois d'août !).

A Toulouse, une lecture drag pour les enfants devait avoir lieu à la médiathèque José Cabanis. Sous la pression d'un groupuscule d'extrême droite, Jean Luc Moudenc (qui on le rappelle, manifeste en tête de cortège de la Manif pour tous, ça n'a pas dû lui donner de l'eczéma cette décision) en a réduit l'audience aux personnes de 18 ans. Pour un spectacle pour enfants, ça revient plus ou moins à l'interdire...
Ce spectacle a été déplacé dans deux MJC dont la MJC Roguet. Il devait se tenir dans le cadre d'un petit festival samedi 4 février. Quelques jours avant, Arthur Cottrel, ancien candidat Reconquête commence à déverser sa haine transphobe ; il publie une vidéo devant l'école pour raconter ses interventions auprès des parents d'élèves et du directeur de l'association en charge du CLAE (co-organisateur de l'événement de la MJC). Cette vidéo est épinglée en tête de son compte twitter et compte, ce dimanche soir, 4500 vues. Le tweet a été vu plus de 13 000 fois.
Il y désigne l'école, le nom de l'association et le nom du directeur du CLAE. Reconquête a produit un communiqué samedi matin pour inciter le maire à couper les subventions de cette association (étonnant vu la MJC dépend du département !). Clairement, il désigne des cibles et jette des noms en pâture à d'éventuel.les illuminé.es violent.es d'extrême-droite.
Fort heureusement, plusieurs organisations toulousaines antifascistes dont Solidaires 31 ont appelé à un rassemblement devant la MJC lors du spectacle et de nombreuses personnes sont venues. Le spectacle a pu avoir lieu devant une salle remplie de familles avec leurs enfants !

Notre lutte anticapitaliste doit être antifasciste, et nous devons ne laisser aucun espace à l'extrême-droite ; ni dans nos manifs, ni dans nos rues, nulle part !

Séisme en Turquie : syndicats en première ligne

Le 6 février 2023, deux séismes d'amplitude 7,7 et 7,6 — dont l'épicentre se situe dans la région de Kahramanmaras — ont dévasté plus d'une dizaine de grandes villes et leurs alentours à l'est de la Turquie. Les 14 millions d'habitants de la région sont majoritairement kurdes et une partie importante de la population alévie (Kurdes, Turcs et Arabes) de Turquie y vit. Fin février, deux nouveaux tremblements ont eu lieu à Hatay et à Malatya. Les derniers bilans officiels font état d'au moins 47 000 morts : un nombre qui ne cesse d'augmenter. Près de 400 000 logements ont été détruits ou devront l'être, car devenus inhabitables. 2 millions de personnes sont à la rue. Mais la catastrophe est autant naturelle que politique : l'État turc et son agence de gestion des sinistres, l'AFAD, ont montré leur incompétence en tardant à déployer les équipes de secours. Des milliers de victimes auraient pu être évitées. À l'inverse, une immense vague de solidarité populaire s'est levée. Et c'est dans la ville de Diyarbakır/Amed qu'elle s'est le mieux organisée. Aux côtés d'autres organisations civiles et du Parti démocratique des peuples (HDP), la confédération des syndicats du service public KESK a, dès le premier jour, été à l'œuvre afin de gérer les aides reçues et l'afflux de bénévoles.

Face à l'ampleur du désastre, la solidarité s'est mise rapidement en place partout dans le pays. Mais c'est dans les régions kurdes qu'elle a été la plus rapide et la plus organisée. À Diyarbakir, plus grande ville des régions kurdes de Turquie, la confédération des syndicats du service public KESK, notamment via le syndicat de l'éducation Egitim Sen, a lancé dès le 1er jour sur les réseaux sociaux des appels aux dons et aux volontaires. La ville étant également touchée par le séisme, les syndicats ont recensé des listes d'endroits sûrs où se réfugier en cas de besoin.

Très vite, l'aide a commencé à affluer : couvertures, nourriture, gaz, vêtements... Des bénévoles sont également venu.es en nombre. Dès le 3e jour, des équipes étaient envoyées dans les villes touchées par le séisme pour évaluer les besoins et commencer à distribuer l'aide récoltée. Via une plate-forme créée quelques jours avant le séisme (pour de toutes autres raisons), KESK s'est coordonnée avec d'autres organisations de la société civile : chambre de commerce (DTSO), barreau, union des médecins (TTB), union des ingénieurs (TMMOB)... De son côté, le HDP, parti politique d'opposition progressiste plébiscité dans les régions kurdes, mettait en place sa propre cellule de crise, en coordination avec la plate-forme des organisations civiles.

Diyarbakır est alors devenue le centre névralgique du dispositif de solidarité. Les sections syndicales de KESK de tout le pays ont pris contact avec la plate-forme de coordination. Celle-ci a géré l'envoi de groupes de volontaires, la réception des camions d'aide, le stockage des marchandises et leur envoi dans les villes sinistrées par le séisme. Des centres d'aide y ont été ouverts rapidement : dans les cemevi (lieux de culte alevis) ou dans les entrepôts loués ou prêtés par des sympathisants du

mouvement kurde. Sur place, des syndicalistes se coordonnent avec le HDP pour gérer le travail des centaines de bénévoles (la plate-forme de Diyarbakir a ainsi envoyé près de 1700 bénévoles au cours des trois premières semaines) et la distribution de l'aide. Les fonctionnaires licencié.es pour raisons politiques, notamment les enseignant.es, sont en première ligne de cette coordination. Les bénévoles viennent de tout le pays, en particulier des régions kurdes, sur leur temps libre ou parfois en prenant un congé exceptionnel.

Sırac, syndicaliste de la construction publique (Yapı-yol) et co-coordinateur de la plate-forme, explique la rapidité d'action de KESK par son organisation militante et la formation de ses membres. Sur le modèle organisationnel du syndicat, très rapidement, des commissions se sont mises en place afin de répartir le travail dans les différents domaines (stockage, nourriture, vêtements, tentes, communication...). Chaque soir, des réunions rassemblent des représentant.es de chaque commission ou organisation pour faire le bilan de la journée et préparer celle du lendemain. Pour les équipes sur place dans les villes sinistrées, KESK a monté de grandes tentes pour faire office de centres de coordination.

Pendant que KESK organisait un réseau de solidarité, l'État turc montrait son incurie totale dans la gestion de la catastrophe. Gangrenés par le népotisme et la corruption, dirigés par des proches du pouvoir incompétents, les organismes de secours d'urgence, notamment l'AFAD et le croissant rouge turc (Kızılay), ont été incapables de réagir face à la catastrophe. H., membre du syndicat de la santé (SES) d'Elbistan témoigne : "Le 1er jour, seules 20 personnes de l'AFAD étaient là, sans équipement. Elles n'ont rien pu faire. Le 2e jour, 28 bénévoles sont arrivés de Samsun. Il a fallu attendre le 3e jour pour voir arriver des équipes de secours avec l'équipement adapté." La nuit du 6 février, les températures étaient glaciales. Après le premier séisme, la neige a commencé à tomber. Un nombre important de personnes sont mortes de froid, coincées sous les décombres. L'inaction de l'État pendant les premiers jours du séisme a provoqué une colère importante dans la population. Le fait de ne pas avoir envoyé en opération de sauvetage les forces armées, pourtant présentes en grand nombre dans les régions kurdes, a suscité l'incompréhension totale. La corruption du régime est largement pointée du doigt par la population. Beaucoup soulignent que le fait que le séisme ait eu lieu dans des régions majoritairement peuplées de Kurdes et d'Alévis n'est pas étranger à l'inaction du gouvernement. Par exemple, les plates-formes multilingues d'appels d'urgence ne proposaient pas la langue kurde, pourtant majoritaire dans les zones touchées. Au 2e jour du séisme, Fuat Oktay, conseiller d'Erdogan, a fait une déclaration affirmant que la situation était sous contrôle. Pour H., qui travaillait alors dans l'hôpital d'Elbistan, le seul de la région encore fonctionnel, et qui voyait affluer morts et blessés, cette déclaration est criminelle car elle a retardé l'arrivée de volontaires pour conduire les opérations de secours. « Si nous étions encore à la tête des mairies à la place des administrateurs nommés par l'État, il y aurait eu beaucoup moins de morts. Tout le monde aurait été mobilisé pour sauver les personnes sous les décombres. » explique Sirac.

L'État n'a pas vu d'un bon œil l'auto-organisation de la solidarité par la société civile pour pallier ses manques. Très vite, des camions d'aide ont été saisis par la police et leur contenu confisqué. Des bénévoles kurdes ont été arrêtés, placés en garde à vue, parfois tabassés. Face à cette répression, la coordination a décidé d'envoyer des véhicules légers avec de petites équipes pour moins attirer l'attention. Les entrepôts qui servent à stocker les aides de la coordination doivent être déménagés régulièrement pour éviter d'être saisis.

Avec l'aide de ses membres ingénieurs, KESK a aussi participé à l'évaluation des dégâts occasionnés aux bâtiments, afin d'accélérer le retour des gens dans leur logement. Les résultats ont été transmis à l'État. Ils et elles ont aussi commencé à essayer de comprendre pourquoi tant d'immeubles, y compris neufs, se sont écroulés : matériaux de mauvaise qualité, nature du sol instable et non consolidée, colonnes de soutien coupées pour avoir des espaces plus grand au mépris de la sécurité... Le barreau, de son côté, a déposé une plainte pour que les décombres ne soient pas évacués avant d'avoir été analysés. Et 61 avocats sont allés porter plainte contre Erdogan pour homicide par négligence.

Un mois après le tremblement de terre, la page de l'aide d'urgence en besoins primaires (vêtements, nourriture, tente, poêles etc...) se tourne. Il s'agit à présent de consolider ce qui a été mis en place dans l'urgence. Malgré les déclarations du Président, les constructions de nouveaux logements prendront du temps. Des dizaines de milliers de personnes vivront donc plusieurs mois, probablement même un ou deux ans, dans des conditions précaires : tente, container... Celles et ceux qui peuvent se le permettre ont quitté les villes sinistrées, pour d'autres régions ou pour l'Europe. Dans les villes en ruine, l'air est lourd de poussière, parfois irrespirable. 24h/24 des engins de chantier travaillent à déblayer les décombres - entassés à l'extérieur des villes, parfois près de rivières, ce qui laisse planer l'inquiétude d'une catastrophe écologique. Le soir, les fumées des poêles à bois où l'on brûle tout ce qu'on peut s'ajoutent à la poussière.

Alors que les températures sont passées subitement de glaciales à tempérées voire chaudes, les besoins actuels tournent principalement autour de l'hygiène, et du psycho-social. KESK n'a pas les moyens de bâtir des villes de container ou de nouveaux immeubles – même si Siraç souligne que leurs membres en auraient les compétences. On manque de produits d'entretien, de lessive et d'hygiène corporelle. Les structures sanitaires sont en nombre insuffisant dans les camps : douches, WC et surtout machines à laver. Il faut à tout prix limiter les risques d'épidémie.
Pour la population des camps, il faut aussi à présent développer des activités sociales : structures pour les enfants, y compris éducatives ; structures médicales ; cuisines collectives (pour le moment l'alimentation est souvent assurée par des organisations diverses : cuisines municipales envoyées en renfort, holdings privées, ONG humanitaires) ; instances d'autogestion. Ce sont à ces tâches que va maintenant s'atteler KESK, qui aura besoin d'être soutenue par une solide solidarité internationaliste.

Alors, en 2023, tu ré-adhères ?

Afin d'assurer le bon fonctionnement de notre syndicat SUD Éducation 31-65, le versement de cotisations annuelles conformément à la grille fédérale est absolument nécessaire. En effet, SUD Éducation 31-65 ne possède aucun autre mode de financement que les cotisations de ses adhérents. De plus le nombres de nos adhérent.es détermine le poids de notre syndicat au sein de la Fédération des Syndicats SUD Éducation.

Si tu souhaites ré-adhérer, rien de plus simple, deux options s'offrent à toi comme tu pourras le lire sur le bulletin d'adhésion ci-dessous.

éducation Sud 31/65

SOLIDAIRE UNITAIRE DÉMOCRATIQUE

Union syndicale Solidaires

SUD Éducation 31-65
c/o SUD PTT 31
52 rue Jacques Babinet
BP 22 351
31053 Toulouse CEDEX 1
Tel/Fax : 05 62 14 66 74
Mél : sudeduc31@sudeducation.org

Bulletin d'adhésion/ré-adhésion
Année 2022 / 2023

Ancien-ne adhérent-e / nouvel-le adhérent-e *(rayer la mention inutile)*

NOM : ……
Prénom : ……

Adresse personnelle : ……
……
Code postal : ……
Ville : ……

Tél : ……

E-mail : ……
(attention pas de mail professionnel : ac-toulouse.fr, ...)

Adresse professionnelle : ……
……
Code postal : ……
Ville : ……

Tél : ……

E-mail : ……

Catégorie/statut : ……
(PE, certifié-e, agrégé-e, ATOSS, ITARFF, contractuel-le, CDI, CDD)

Échelon : ……

Discipline enseignée : ……

Fonction exacte : ……
(adj, ZIL, Brigade, TZR, AIS, AESH, AED, Atoss…)

Paiement des cotisations
Entourer l'option choisie

OPTION 1 : paiement par chèque :
a. Paiement en une seule fois ou
b. Paiement fractionné, dans ce cas :
- faire des comptes « ronds » pas de centimes !
- envoyer tous les chèques ensemble en mentionnant au dos de chaque chèque le mois de dépôt souhaité (de septembre 2022 à juin 2023)

Dans tous les cas, rédiger les chèques à l'ordre de :
SUD Éducation Haute-Garonne

OPTION 2 : Paiement par virement bancaire :
Dans ce cas, contacter le syndicat pour plus de précisions.

Précisions :
- les chèques de cotisation seront déposés en banque durant la 1ère quinzaine de chaque mois entre septembre 2022 et juin 2023 ;
- les chèques encaissés par le syndicat entre le 1er septembre et le 31 décembre 2022 correspondront à la déclaration de revenus de 2022, les autres à celle de 2023 ; même règle en cas de paiement de la cotisation par virement bancaire.
- l'adhésion à SUD Éducation 31-65 est valable du 1er septembre 2022 au 31 août 2023.

Signature :

Salaire net mensuel **avant prélèvement de l'impôt**	Cotisation annuelle
- de 600 €	6 €
+ de 600 €	15 €
+ de 750 €	27 €
+ de 900 €	45 €
+ de 1 000 €	54 €
+ de 1 100 €	64 €
+ de 1 200 €	75 €
+ de 1 300 €	89 €
+ de 1400 €	102 €
+ de 1 500 €	117 €
+ de 1600 €	135 €
+ de 1 700 €	153 €
+ de 1 800 €	174 €
+ de 1 900 €	192 €
+ de 2000 €	210 €
+ de 2 100 €	230 €
+ de 2 200 €	251 €
+ de 2 300 €	272 €
+ de 2 400 €	293 €
+ de 2 500 €	315 €
+ de 2 600 €	340 €
+ de 2 700 €	364 €
+ de 2 800 €	390 €
+ de 2 900 €	416 €
+ de 3 000 €	443 €
+ de 3 100 €	472 €
+ de 3 200 €	500 €
+ de 3 300 €	530 €
+ de 3 400 €	561 €
+ de 3 500 €	593 €
+ de 3 600 €	Nous contacter ...

SUD Educ 31-65 peut aussi syndiquer les personnels isolés du 82